



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**N°40/2025 AE**

Arrêté du **07 OCT. 2025**  
portant autorisation environnementale,  
relatif à l'extension de l'élevage de bovins à l'engraissement exploité  
par la SCEA DE LIZICOAT BIHAN  
au lieudit Lizicoat Bihan sur la commune de SCRIGNAC

LE PRÉFET DU FINISTÈRE  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment le chapitre III du Titre II du Livre I (articles L. 123-14 II et R123-23), le chapitre unique du Titre VIII du Livre I, le Titre I du Livre II et le Titre I du Livre V (parties législative et réglementaire) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités, prévue par l'article R214-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral régional du 24 mai 2024, établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie approuvé par l'arrêté préfectoral n° 29-2021-01-12-006 du 12 janvier 2021 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°99/0919 du 26 mai 1999, autorisant l'EARL DE LIZICOAT BIHAN à exploiter un élevage de 100 vaches laitières et de 16 vaches allaitantes au lieudit Lizicoat bihan sur la commune de SCRIGNAC ;

**VU** la preuve de dépôt n°A-1-AFYQF7B3 du 22 décembre 2021 pour 288 bovins à l'engraissement au nom de la SCEA DE LIZICOAT BIHAN ;

**VU** le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 18 octobre 2022 par la SCEA DE LIZICOAT BIHAN en vue de l'extension de l'élevage bovin à l'engraissement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2023 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 18 décembre 2023 au 19 janvier 2024 inclus sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la SCEA DE LIZICOAT BIHAN ;

**VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 22 février 2024, transmis par la préfecture au pétitionnaire le 5 mars 2024 ;

**VU** la demande d'une enquête publique complémentaire par le pétitionnaire suite à l'avis défavorable rendu par le commissaire enquêteur ;

**VU** les arrêtés préfectoraux du 26 mai 2024 et du 8 août 2024 portant prolongation du délai de la phase d'instruction, soit jusqu'au 31 mars 2025 ;

**VU** le dossier modifié de demande d'autorisation environnementale déposé le 8 octobre 2024 par la SCEA DE LIZICOAT BIHAN en vue de l'extension d'un élevage bovin à l'engraissement ;

**VU** l'avis émis le 20 janvier 2025 par la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne ;

**VU** la réponse du pétitionnaire à l'avis de la MRAe ;

**VU** l'avis émis le 27 janvier 2025 par l'agence régionale de santé ;

**VU** les délibérations adoptées par les conseils municipaux des communes de SCRIGNAC et BOLAZEC ;

**VU** l'avis émis le 3 février 2025 par le Parc National Régional d'Armorique ;

**VU** le rapport n°2025 0452 du 3 février 2025 de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées (DDPP), concluant au caractère complet et régulier du dossier ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 13 mai 2025 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique complémentaire du 2 juin 2025 au 17 juin 2025 inclus sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la SCEA DE LIZICOAT BIHAN ;

**VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 1<sup>er</sup> juillet 2025, transmis par la préfecture au pétitionnaire le 3 juillet 2025 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2025 portant prolongation de 2 mois du délai de la phase de décision, soit jusqu'au 3 novembre 2025 ;

**VU** le rapport n° 2025 03785 du 5 septembre 2025 de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées (DDPP) ;

**VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) en sa séance du 17 septembre 2025, au cours de laquelle Madame Marie-Claude CHARLET et Monsieur LE FESSANT, représentant la COOPERL, ont été entendus ;

**VU** le projet d'arrêté transmis par courriel au pétitionnaire le 8 septembre 2025 ;

**VU** les autres pièces du dossier ;

**CONSIDERANT** les éléments techniques du dossier et les avis émis ;

**CONSIDÉRANT** que les îlots situés en zone Natura 2000 ont été retirées du plan d'épandage ;

**CONSIDÉRANT** que les installations présentes dans un rayon de 1 km et de 3 km autour du site ont été recensées, que le cumul des activités et leurs interactions sur les émissions dans l'air, sur les sols et dans l'eau ont été analysés à l'échelle de la commune et du canton, étant donné la publication des données liées à ces dimensions territoriales, et qu'en conclusion les extensions présentées sont inférieures aux baisses de production enregistrées sur ces territoires ; qu'ainsi l'ensemble des extensions prévues ne cause pas d'accroissement de la pression prévisible en éléments fertilisants sur la commune ;

**CONSIDÉRANT** que les risques accidentels de débordements de lisier et d'incendie sont prévenus et que des bassins de rétention préviendraient une atteinte du cours d'eau « le Beurc'hoat » et de la rivière « l'Aulne » dans laquelle il se jette ;

**CONSIDÉRANT** la possibilité prévue au point II de l'article L. 123-14 du Code de l'environnement de réaliser une enquête complémentaire ;

**CONSIDÉRANT** le projet modifié déposé le 8 octobre 2024 et notamment les changements qui en modifient l'économie générale ;

**CONSIDÉRANT** que le projet modifié développe les avantages et inconvénients des modifications apportées pour le projet et pour l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** donc que les conditions d'application du point II de l'article L. 123-14 du code de l'environnement sont pleinement réunies ;

**CONSIDÉRANT** que la mairie de Scrignac soutien fermement le projet ;

**CONSIDÉRANT** que l'ensemble du plan d'épandage est situé dans le Parc naturel régional d'Armorique ;

**CONSIDÉRANT** que le Parc naturel régional d'Armorique dans son avis du 3 février 2025 considère que les modifications apportées au projet sont de nature à lever les réserves émises lors de la consultation sur le projet initial ;

**CONSIDÉRANT** qu'en conséquence le Parc naturel régional d'Armorique a émis un avis favorable au projet ;

**CONSIDÉRANT** que la demande du Parc naturel régional d'Armorique de tenir annuellement un comité de projet associant les différents partenaires, concernant le suivi des premiers indicateurs biologiques de la qualité des cours d'eau et une veille sur la mise en œuvre exemplaire du projet, est reprise dans les prescriptions de l'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** la convention signée avec l'EPAGA relative à la mise en place d'un plan d'action visant à améliorer la qualité des sols et le suivi d'indicateurs biologiques de la qualité des cours d'eau bordant les parcelles ;

**CONSIDÉRANT** que la procédure d'instruction de la demande n'a pas mis en évidence de dispositions d'ordre réglementaire ou d'intérêt général susceptible de s'opposer à la modification de l'élevage exploité par la SCEA DE LIZICOAT BIHAN ;



**CONSIDÉRANT** que le projet de la SCEA DE LIZICOAT BIHAN, au vu de l'étude d'impact présentée, des mesures d'évitement et de réduction prévues et prescrites, n'a pas d'incidences notables directes ou indirectes sur la population et la santé humaine, sur la biodiversité ordinaire proche, sur la biodiversité remarquable du périmètre d'effet, sur les terres, le sol, l'eau, l'air et le climat, sur les biens matériels, le patrimoine culturel et le paysage ;

**CONSIDÉRANT** que le commissaire enquêteur, suite à l'enquête publique, après avoir entendu les opposants au projet et le pétitionnaire, a émis un avis favorable au projet de modification de l'élevage bovin, au lieu-dit Lizicoat bihan, présentée par la SCEA DE LIZICOAT BIHAN tel que décrit dans le dossier soumis à enquête publique ;

**CONSIDÉRANT** qu'il apparaît, au terme de la procédure d'instruction, que la demande présentée par le pétitionnaire assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés par l'article L.181-3 et l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, et que le respect des prescriptions permet de ramener à un niveau acceptable les dangers ou inconvénients des installations pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

**CONSIDÉRANT** que l'intéressé n'a présenté aucune observation au terme du délai de 15 jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté susvisé ;

**SUR** la proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES**

---

#### **Article 1- Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### **Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation**

La SCEA DE LIZICOAT BIHAN dont le siège social est situé à lizicoat Bihan sur la commune de SCRIGNAC est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au lieu dit Lizicoat bihan sur la commune de SCRIGNAC, un élevage de 2016 bovins à l'engraissement dont les effectifs sont répartis comme suit :

- 1728 animaux de 3 à 11 semaines
- 288 animaux de 3 à 18 mois

L'effectif en présence simultanée ne pourra à aucun moment excéder celui figurant dans le tableau de l'article 2.1 suivant.

##### **Article 1.2 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

L'arrêté préfectoral n°99/0919 du 26 mai 1999 est abrogé et la preuve de dépôt n° A-1-AFYQF7B3 du 22 décembre 2021 pour 288 bovins à l'engraissement cesse de produire effet.

## **Article 2 - Nature des installations**

*Article 2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées et par une rubrique de la nomenclature eau (IOTA) :*

<b>Rubrique de la nomenclature</b>	<b>Libellé de la rubrique (activité)</b>	<b>Volume de l'activité</b>	<b>Régime</b>
2101 (ICPE)	Elevage de veaux de boucherie et/ou bovins à l'engraissement :  1. a) plus de 800 animaux	2016 animaux	A
1.1.1.0 (IOTA)	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	1 forage	D
2.1.5.0 (IOTA)	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	12,46 ha	D

\* A : Autorisation, D : Déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

### **Article 2.2 - Situation de l'établissement**

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, section et parcelles suivantes :

<b>Commune</b>	<b>Site</b>	<b>Sections</b>	<b>Parcelles</b>
Scrignac	Lizicoat bihan	F	424 – 425 – 429 431 – 447 – 448 453 – 454 – 455 456 – 460 – 461 462 – 463 – 590 722 – 725 – 726

## **Article 3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté, et les réglementations autres en vigueur.

#### **Article 4 - Durée de l'autorisation**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

#### **Article 5 - Modifications**

##### **Article 5.1 - Modifications apportées aux installations**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

##### **Article 5.2 - Équipements et matériels abandonnés**

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

##### **Article 5.3 - Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 2 du présent arrêté, nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

#### **Article 6 - Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code rural, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

### **TITRE 2 - IMPLANTATION ET AMÉNAGEMENT DE L'INSTALLATION**

---

#### **Article 7 - Exploitation des installations**

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- Limiter la consommation d'eau, limiter la consommation d'énergie et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- Maîtriser la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- Prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.



### **Article 8 : Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les bâtiments d'élevage dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

---

## **TITRE 3 - PRÉVENTION DES RISQUES**

---

### **Article 9 : Principes directeurs**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

### **Article 10 : Infrastructures et installations**

#### **Article 10.1 - Dispositions constructives**

Toutes dispositions constructives permettant d'éviter la propagation et le déclenchement d'incendie est mis en œuvre : distances entre les bâtiments (isolement de 8 mètres au moins entre les bâtiments à construire pour éviter toute propagation d'incendie), utilisation de matériaux ininflammables ou non combustibles, murs coupe-feu...

#### **Article 10.2- Accès et circulation dans l'établissement**

Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier en tout temps le passage des engins des services d'incendie.

#### **Article 10.3- Protection externe contre l'incendie**

L'installation doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à combattre.

L'exploitant doit mettre à disposition des secours, la réserve incendie de 240 m<sup>3</sup> prévue au dossier. Le service prévision du SDIS doit être contacté avant la réalisation de cette réserve d'eau.

### **Article 11 : Prévention des pollutions accidentelles**

#### **Article 11.1- Organisation de l'établissement**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ces mesures sont aussi applicables aux canalisations de transfert d'effluents.

#### Article 11.2 – Lutte contre les déversements accidentels d'effluents d'élevage

L'exploitant doit disposer de moyens de contrôle et de surveillance permettant d'éviter le déversement accidentel d'effluents dans le milieu naturel.

**Il est tenu de maintenir l'accès et d'assurer l'entretien et le fonctionnement des bassins de régulation des eaux pluviales (cf article 13 ci-après), afin de pouvoir fermer les canalisations et retenir les effluents d'élevage en cas de pollution accidentelle ; le système doit être testé annuellement.**

---

### **TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

#### **Article 12 : Prélèvements et consommations d'eau**

##### *Article 12-1- Origine des approvisionnements en eau*

Les approvisionnements en eau sont issus du forage prévu dans le dossier. Un appoint pourra être apporté par l'eau du réseau en cas d'insuffisance.

**Le prélèvement d'eau autorisé annuellement est de 12 573 m<sup>3</sup> / an soit 34,5 m<sup>3</sup> / jour. Le volume maximal de pompage est limité à 5 m<sup>3</sup> / heure.**

Ce volume est réduit de 2200 m<sup>3</sup> dans les conditions optimales de récupération des eaux pluviales utilisées pour le lavage des bâtiments. L'eau pluviale est stockée dans une réserve couverte de 305 m<sup>3</sup> puis utilisée pour le lavage des bâtiments dans les conditions prévues au dossier.

L'eau du forage est exclusivement réservée à l'alimentation en eau des animaux et à l'entretien des bâtiments d'élevage le cas échéant ; toute mise à disposition (personnel, élaboration de produits alimentaires, location...) est interdite en l'absence d'autorisation préfectorale.

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées. La périodicité des relevés des consommations d'eau est mensuelle sur le forage et le résultat doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, les données étant conservées pendant 3 ans.

##### *Article 12-2 – Disponibilité en eau du forage de l'exploitation*

Il est pris acte de la déclaration de travaux en vue de la réalisation d'un forage d'une profondeur de 100 mètres et pour un volume prévisionnel annuel de 12 573 m<sup>3</sup>. Ce forage vient en remplacement d'un forage existant qui doit être rebouché dans les règles de l'art et d'une source captée.

**Avant la mise en service du forage, l'exploitant est tenu de transmettre au service d'inspection le rapport de fin de travaux comprenant les résultats des essais de pompage et l'étude d'incidence, comprenant la mise en place d'un piézomètre aux abords de la zone humide.**

##### *Article 12-3 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement*

**Les réseaux d'eau potable et les réseaux d'eau non potables (forage et eaux pluviales) sont séparés de manière totale et permanente avec un dispositif de disconnexion.**

##### *Article 12-4 - Limitation de la consommation d'eau*

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Une procédure de détection des fuites doit être mise en place à tous les niveaux de l'installation où cela est possible.



### **Article 13 : Gestion des eaux pluviales**

Les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduaires et des effluents d'élevage.

Les aires d'infiltration des eaux pluviales collectées et les avaloirs sont protégés des risques de débordement de lisier.

**L'exploitant est tenu de mettre en place les deux bassins de régulation des eaux pluviales prévus au dossier d'un volume utile de 357 m<sup>3</sup> et 433 m<sup>3</sup>**

### **Article 14 : Gestion des effluents et épandages**

#### **Article 14-1 - Collecte de la totalité des effluents**

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage des eaux résiduaires ou des effluents.

#### **Article 14-2 - Identification des effluents ou déjections**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections suivantes précisées au dossier de la demande d'autorisation environnementale :

Nature et provenance des effluents	quantité (volume ou tonne)	Azote (kg)	Phosphore (kg)
effluents produits		20426	11162
Dont lisier	6446 m <sup>3</sup>	12247	5832
Dont fumier	1573 T	8179	5330
Effluents cédés		2000	1128
Effluents épandus	1371 T	7179	4678
	6047	11247	5356

#### **Article 14-3- Gestion des ouvrages de stockage**

Après projet, l'exploitant dispose des capacités utiles de stockage suivantes pour les effluents bruts :

	Lisier	fumier
produit	6446 m <sup>3</sup>	1573 T
Volume de stockage	5394 m <sup>3</sup>	422 m <sup>2</sup> – 781 T
Durée de stockage	9,8 mois	6 mois

Les ouvrages de stockage en projet doivent être construits dès l'obtention des autorisations administratives requises et avant la mise en exploitation de nouveaux bâtiments.

#### Article 14-4 - Protection des eaux superficielles

Afin de préserver la qualité des cours d'eau proches des parcelles recevant des épandages, l'exploitant s'assure du maintien des obstacles au ruissellement énumérés dans le dossier et repris ci-dessous (dispositif de maîtrise du risque érosif) :

Les îlots à risques forts sont les suivants :

Nom exploitant Commune	N° d'îlot	SAU	Facteur de risque	Mesure anti-érosive mise en place ou à mettre en place
SCEA DE LIZICOAT BIHAN à SCRIGNAC	2	29,38	hydromorphie – pente – proximité cours d'eau – profondeur de sol	Pas d'épandage de lisier – création de talus – labour perpendiculaire à la pente
	3	18,47	Hydromorphie - pente – proximité cours d'eau	Pas d'épandage de lisier – création de talus – labour perpendiculaire à la pente
	5	1,58	pente – proximité cours d'eau	création de talus
	14	10,75	hydromorphie – pente – proximité cours d'eau – profondeur de sol	Pas d'épandage de lisier – création de talus – labour perpendiculaire à la pente
	24	7,13	pente	Pas de lisier – création de talus – labour perpendiculaire à la pente

Les parties d'îlot hydromorphes classifiées en zone humide sont non épandables.

**L'exploitant est tenu de mettre en place les talus prévus au dossier au sein des îlots indiqués ci-dessus, afin de préserver la qualité des cours d'eau proches.**

#### Article 14-5 - Surveillance de la qualité des eaux superficielles

Conformément à la convention signée avec l'Etablissement public d'aménagement et de gestion du bassin versant de l'Aulne (EPAGA), un suivi de la qualité des sols et de la qualité des cours d'eau jouxtant les parcelles d'épandage est mis en place.

**Un comité de projet associant les différents partenaires (commune, communauté de communes, EPAGA et PNRA), se tient annuellement concernant le plan d'action visant à améliorer la qualité des sols et le suivi d'indicateurs biologiques de la qualité des cours d'eau bordant les parcelles.**

**Des propositions d'amélioration sont formalisées à cette occasion. Elles comprennent la définition d'éventuelles actions ou mesures correctives à mettre en œuvre par la SCEA.**

---

### **TITRE 5 - PUBLICITÉ- DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – EXÉCUTION**

---

#### **Article 15 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SCRIGNAC et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Finistère
- L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38

- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Finistère pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **Article 16 : Délais et voies de recours**

### **- RECOURS CONTENTIEUX**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet <https://www.telerecours.fr>) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement en raison des inconvénients ou des dangers que l'installation présente pour les intérêts fixés aux articles L. 181-3 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de la présente décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux.

### **- RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE**

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

En cas de recours administratif par un tiers intéressé, l'auteur est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif.

### **- RÉCLAMATION**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R181-45.



### **Article 17 : Exécution**

Le secrétaire général de la Préfecture du Finistère, le sous-préfet territorialement compétent, le maire de la commune d'implantation de l'élevage, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées (direction départementale de la protection des populations), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,  
le secrétaire général,

Rémi RECIO



#### **Copie transmise à :**

- Sous-préfecture de CHATEAULIN
- Mairies de SCRIGNAC et BOLAZEC
- Direction départementale de la protection des populations (service environnement)
- Direction départementale des territoires et de la mer
- SCEA DE LIZICOAT BIHAN – Lizicoat Bihan - SCRIGNAC